



Sans réponse des éditeurs, la mobilisation va se poursuivre et s'amplifier !

Louis DREYFUS, patron du Groupe Le Monde, ni l'un de ses représentants, n'a pas daigné recevoir une délégation de notre syndicat, malgré le rassemblement réussi du lundi 27 juillet 2020 devant le siège du Monde en soutien aux salariés liquidés de la SAD. La réaction de nos adhérents ne s'est pas fait attendre : la version papier de son titre daté du mardi 28 juillet n'a pu paraître pour la partie nord de la France. Celle du 30 juillet n'a pas non plus été distribuée dans le sud, suite à une nouvelle action menée par les ex-salariés de la SAD.

Le syndicat interpelle, depuis plusieurs semaines, les éditeurs du Syndicat de la Presse quotidienne nationale, ainsi que le président de la Coopérative des Quotidiens (CDQ), unique actionnaire de France Messagerie, afin de trouver des solutions d'emplois en province pour les anciens salariés de la SAD. Alors que la CDQ peut prendre seule la décision de régler la question des CDR, rien n'a avancé.

Devant le blocage des éditeurs qui refusent toujours de répondre favorablement à nos revendications pourtant accessibles, ces derniers continuent de jouer le pourrissement. Il n'y a plus d'interlocuteur lorsqu'il s'agit de la distribution de la presse en province, laissant les citoyens de ces territoires sans information papier. La démocratie est en danger !

Plus aucun éditeur ne veut prendre la responsabilité de sortir par le haut de la situation qu'ils ont créée en licenciant plus de 500 salariés et en laissant les diffuseurs à leur propre sort. Devant l'absence d'interlocuteur patronal et pour exiger la reprise de la distribution de la presse en région, nationalement, c'est le journal *L'Équipe* daté du 31 juillet qui n'est pas paru.

Quant au *Figaro*, il a été absent des kiosques le 6 août, suite à une nouvelle mobilisation des militants de notre syndicat aux imprimeries de Tremblay-en France et de Gallargues.

Le SGLCE-CGT, qui soutient pleinement ses adhérents de la distribution en province, continuera à mobiliser ses mandants afin de faire aboutir les revendications légitimes : 1) embauches quantifiées à 9 salariés ex-SAD par les imprimeries de PQN pour les CDR, financées par France Messagerie dont l'activité leur revient – 2) intégration des CDR de Lyon et Marseille dans les SCIC – 3) reprise immédiate et sans préalable de la régie à Marseille – 4) ouverture des négociations pour la reprise de salariés concernant les mandats de dépositaires – 5) périmètre des SCIC de Lyon et Marseille...

Depuis des mois, notre syndicat alerte sur l'absence d'interlocuteur au SPQN. Tout ceci mérite, pour le bien de la profession et de la filière, qu'une négociation s'ouvre rapidement afin que le pluralisme et l'information reprennent leurs droits.

Notre syndicat y est prêt !

Paris, le 11 août 2020

